

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de la réglementation
et de l'environnement

ARRÊTÉ

Arrêté de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

SABLIÈRES DE TOULON

Route d'Uxeau

71320 TOULON-SUR-ARROUX

Carrière située à Toulon-sur-Arroux

« La plaine de Taluchot »

N° 2012212-0004

Vu le code de l'environnement titre 1^{er} du livre V, notamment son article L514-1,

Vu l'arrêté préfectoral n°01/0114/2-2 du 11 janvier 2001 autorisant la Société SABLIÈRES DE TOULON à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Toulon-sur-Arroux, lieudit « La plaine de Taluchot », pour une durée de quinze ans,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2001 :

- article 15 : clôture et barrières
- article 19 : distance d'au moins 10 m entre les bords de l'excavation et les limites du site

Considérant les risques présentés par les installations, notamment en ce qui concerne la protection des tiers,

Vu les constatations effectuées lors de la visite de l'inspection des installations classées du 10 mai 2012,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société SABLIÈRES DE TOULON dont le siège social est situé route d'Uxeau à Toulon-sur-Arroux, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2001, pour sa carrière située sur le territoire de la commune de Toulon-sur-Arroux lieudit « La plaine de Taluchot » :

- article 15 : clôture et barrières autour du site (délai d'un mois),
- article 19 : distance d'au moins 10 m entre les bords de l'excavation et les limites du site (délai de trois mois).

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS :

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

ARTICLE 4 – EXECUTION ET COPIES :

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme. la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SABLIERES DE TOULON et dont copie sera faite à :

- M. le maire de Toulon-sur-Arroux,
- M. le sous-préfet de Charolles,
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le 30 JUIL. 2012

Le préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES